



De la recherche aux connaissances : l'abordabilité et l'inégalité en perspective

le 22 janvier 2025

N° 11-631-X au catalogue
ISBN 978-0-660-74855-9



Éclairer grâce aux données, pour bâtir un Canada meilleur

Canada

À propos de la série *De la recherche aux connaissances*

La série de présentations *De la recherche aux connaissances* présente un large éventail de résultats sur des sujets de recherche sélectionnés. Chaque présentation s'inspire des données probantes de nombreuses études qui utilisent des données et des méthodes novatrices et de grande qualité et les intègre pour mieux comprendre des questions stratégiques pertinentes et complexes.

Fondée sur la recherche appliquée de données précieuses, la série vise à fournir aux décideurs, et plus largement aux Canadiens et aux Canadiennes, une vision globale et horizontale des enjeux sociaux, économiques et de santé actuels auxquels nous sommes confrontés dans un monde en évolution.

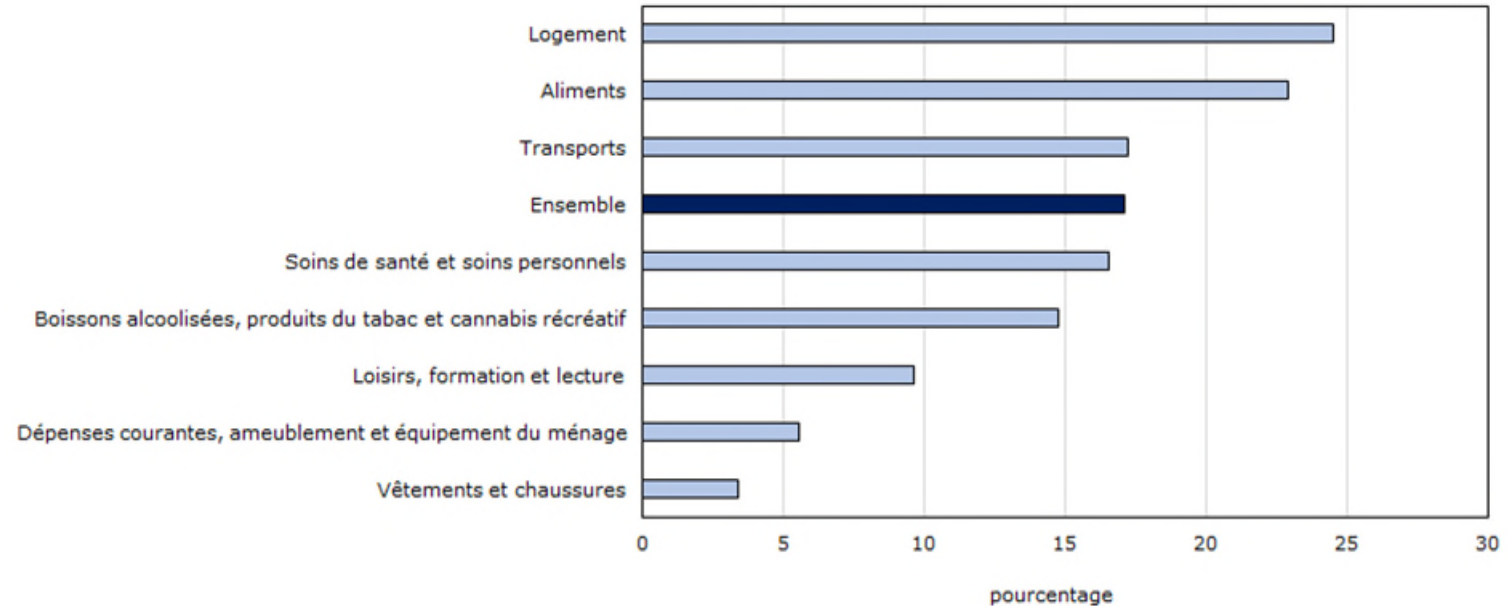
Contexte

- Même si l'inflation globale a baissé jusqu'au point milieu de la fourchette cible de la Banque du Canada, les augmentations cumulatives de prix qui ont eu lieu au cours des trois dernières années et demie ont occasionné des défis permanents en matière d'abordabilité pour de nombreuses familles.
- Au début de l'année 2024, près de la moitié des Canadiens ont déclaré que la hausse des prix avait une grande incidence sur leur capacité d'assumer leurs dépenses quotidiennes. Alors que des augmentations robustes des salaires ont apporté un certain soulagement, les inégalités de revenu et de patrimoine se sont accentuées au cours de la dernière année.
- Le stress généré par la hausse des prix et les pressions liées à l'abordabilité du logement et du logement locatif s'est fait ressentir au-delà des comptes bancaires, la satisfaction autodéclarée à l'égard de la vie ayant fortement diminué au sein des populations plus vulnérables sur le plan économique, et ce, malgré l'augmentation des salaires.
- Les ménages et les propriétaires plus âgés continuent de faire preuve de résilience en ce qui a trait à la sécurité de leurs actifs, tandis que les familles monoparentales, les locataires et les ménages plus jeunes doivent se trouver dans une situation financière plus difficile.
- Cette présentation met en lumière les données et les analyses de Statistique Canada qui font ressortir les défis liés à l'abordabilité rencontrés par les ménages canadiens pendant la période de forte inflation dans la foulée de la pandémie de COVID-19. Elle repose sur les données récentes des comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, de l'Enquête sur la sécurité financière (ESF) et de l'Enquête sociale canadienne de Statistique Canada.

Difficile de suivre le rythme : les pressions soutenues sur les prix ont remis en cause l'abordabilité du logement pour de nombreux Canadiens

- Même si l'inflation globale a baissé, les augmentations cumulatives de prix qui ont eu lieu au cours des trois dernières années et demie ont occasionné des défis permanents en matière d'abordabilité pour de nombreuses familles.
- Au printemps 2024, 45 % des Canadiens ont déclaré que la hausse des prix avait une grande incidence sur leur capacité d'assumer leurs dépenses quotidiennes, ce qui représente une augmentation de 12 points de pourcentage par rapport à deux ans plus tôt.
- De janvier 2021 à octobre 2024, l'Indice des prix à la consommation (IPC) d'ensemble a progressé de 17,1 %, ce qui équivaut à la hausse cumulative des prix à la consommation enregistrée au cours des 10 années précédentes.
- Les hausses de prix ont été plus prononcées pour de nombreux produits et services qui dépendent énormément des coûts de la vie, tels que le logement, les frais de location et l'épicerie.

Graphique 1
Augmentation cumulée de l'Indice des prix à la consommation par grande composante, janvier 2021 à octobre 2024

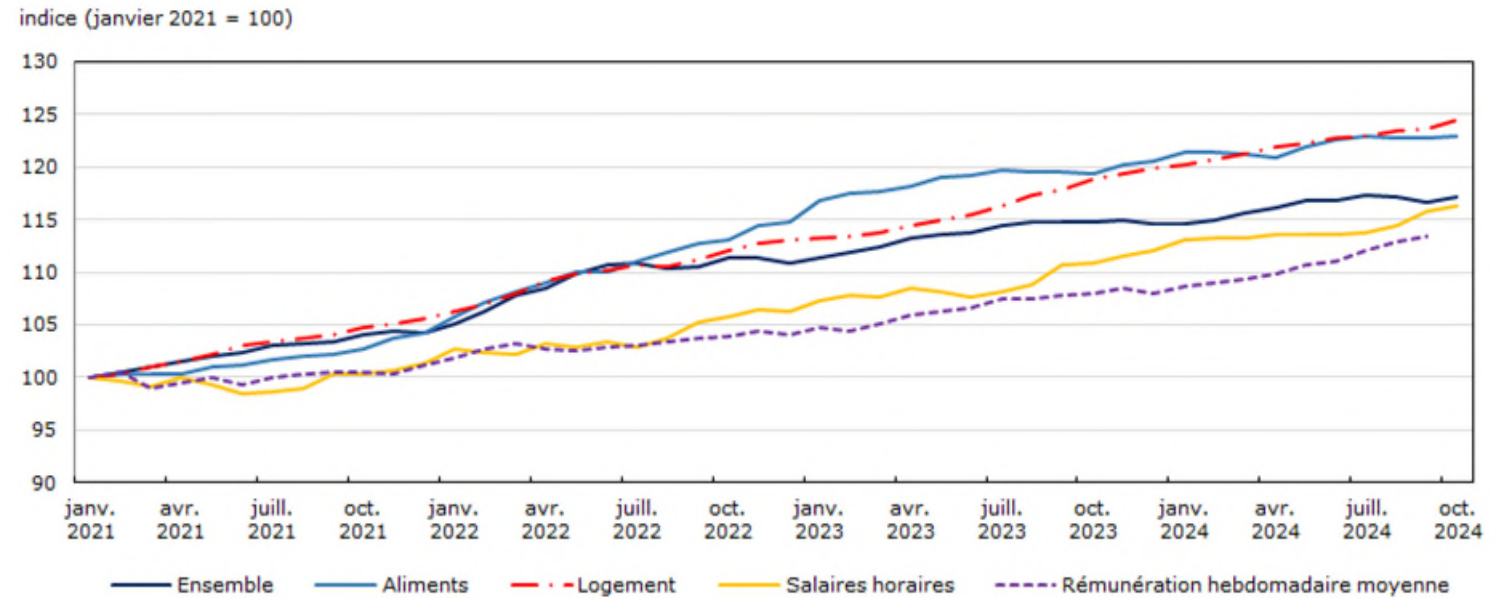


Source : Statistique Canada, tableau 18-10-0004-01.

Même si les augmentations des salaires ont apporté un certain soulagement, les coûts du logement et des aliments ont exercé une pression soutenue sur les budgets familiaux

- Les premières phases de la période de forte inflation se sont traduites par une baisse marquée du pouvoir d'achat pour de nombreuses familles, les hausses de prix ayant dépassé la croissance de la rémunération. L'inflation a atteint un sommet de 8,1 % en juin 2022.
- L'inflation globale a ralenti à partir du milieu de 2022 pour se situer au point milieu de la fourchette cible de la Banque du Canada en août 2024. La croissance des salaires s'est accélérée à mesure que l'inflation a ralenti, ce qui a apporté un certain soulagement aux consommateurs. Les salaires horaires moyens ont progressé de 16,3 % depuis le début de 2021.
- La forte hausse des coûts liés au logement a dépassé la croissance moyenne des salaires. Du début de 2021 à octobre 2024, les coûts se rapportant aux logements en propriété ont augmenté de 25,1 %. Les prix des loyers, qui tiennent compte des contrats de location nouveaux et existants, se situaient juste derrière, affichant une hausse de 24,0 %. Les coûts d'intérêt hypothécaire ont progressé de 56,7 % au cours de cette période, les acheteurs devant faire face à la hausse des coûts d'emprunt et des paiements du service de la dette.
- Les prix des aliments ont affiché une croissance supérieure à celle des salaires pendant une grande partie de la période d'inflation, ayant augmenté au total de 24,5 %.

Graphique 2
Indice des composantes de l'Indice des prix à la consommation, salaires horaires et rémunération hebdomadaire moyenne

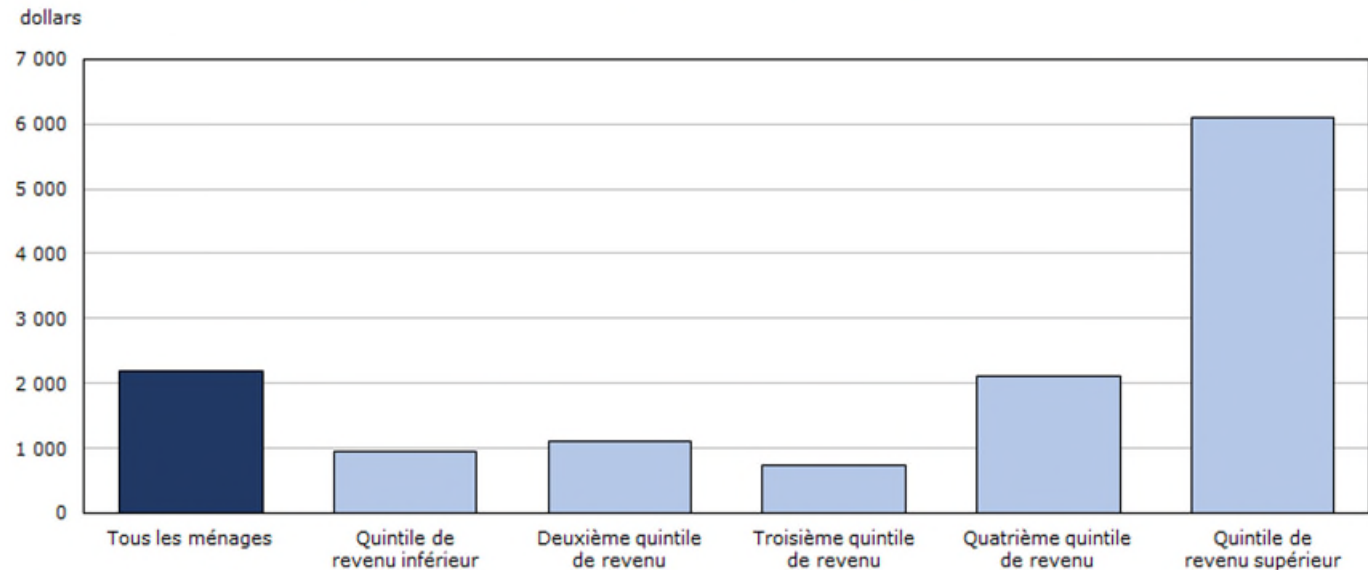


Source : Statistique Canada, tableaux 18-10-0004-01, 14-10-0065-01 et 14-10-0223-01.

La hausse des taux d'intérêt profite aux ménages gagnant les revenus les plus élevés, tandis que les ménages du quintile de revenu inférieur affichent une croissance des salaires

- Même si le revenu disponible moyen des ménages s'est accru dans tous les quintiles de revenu du ménage pendant la période d'inflation allant du début de 2021 au début de 2024, les hausses cumulatives de revenu ont été les plus prononcées dans la tranche supérieure et la tranche inférieure de revenu.
- À mesure que les taux d'intérêt ont progressé, les ménages ont connu une augmentation des coûts d'emprunt pour rembourser leur dette, de même qu'une hausse du rendement de leurs comptes d'épargne et de placement. Les ménages qui étaient en meilleure posture pour tirer parti des revenus de placement ont enregistré une forte croissance de revenu.
- Les ménages se trouvant dans la tranche supérieure de 20 % de la répartition des revenus ont connu une augmentation beaucoup plus forte de leur revenu disponible que la moyenne canadienne au cours de la période allant du deuxième trimestre de 2023 au deuxième trimestre de 2024. En effet, leur revenu a progressé de 7,6 % sous l'effet de la croissance des salaires et des rendements élevés des investissements. Le revenu disponible moyen a augmenté grâce à la hausse des revenus de placement (+1 763 \$) ayant été beaucoup plus importante que l'augmentation des paiements d'intérêts (+291 \$).
- Le revenu disponible moyen des ménages du quintile de revenu inférieur a augmenté de 9,4 %, principalement en raison de l'augmentation des salaires. Ces ménages ont affiché une croissance du revenu disponible supérieure à la moyenne au cours de la dernière année, puisque la hausse des salaires (+417 \$), principalement dans le secteur des services, a dépassé celle des intérêts payés sur la dette (+218 \$).

Graphique 3
Augmentation totale du revenu disponible moyen des ménages, deuxième trimestre de 2021 au deuxième trimestre de 2024, selon les quintiles de revenu du ménage



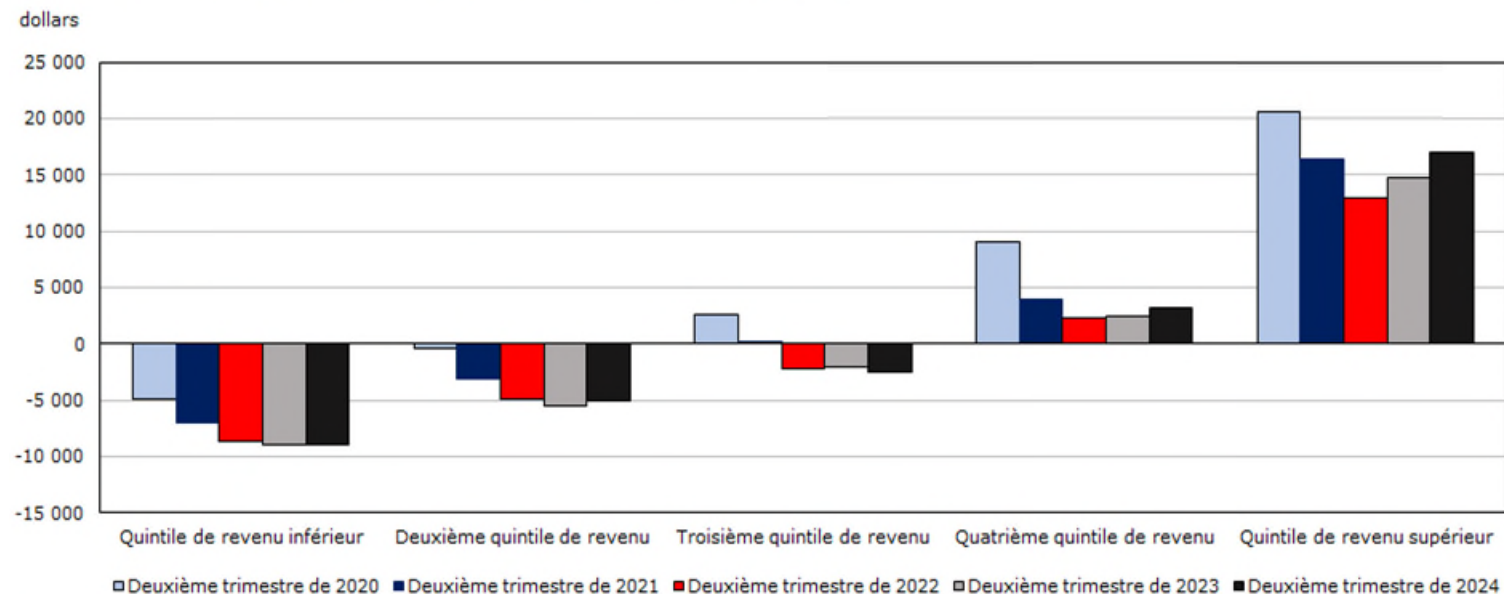
Source : Statistique Canada, comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, tableau 36-10-0662-01.

Forte croissance du revenu des ménages des quintiles de revenu supérieurs : Une étude récente du [directeur parlementaire du budget](#) (2024) a montré que, pendant la pandémie, le revenu du marché des ménages des deux quintiles de revenu supérieurs a affiché une croissance trois fois plus rapide, en moyenne, comparativement à celui des ménages des deux quintiles de revenu inférieurs. Cet écart s'explique, en partie, par la plus forte augmentation de la rémunération observée chez les ménages gagnant les revenus les plus élevés et les gains de placement.

Les familles à revenu moyen ont été confrontées à une pression sur leur épargne en raison de la croissance plus lente de leur revenu disponible

- Les ménages se trouvant dans la tranche intermédiaire de 60 % de la répartition des revenus ont enregistré des hausses modestes de leur revenu disponible pendant la période d'inflation, comparativement aux ménages du quintile de revenu inférieur et à ceux du quintile supérieur.
- D'une année à l'autre, la part globale du revenu disponible des familles se trouvant dans la tranche intermédiaire de 60 % de la répartition des revenus a diminué de 1 point de pourcentage, les gains de placement de ces ménages n'ayant pas suivi le rythme de la croissance des intérêts sur les prêts hypothécaires et le crédit à la consommation.
- Les familles à revenu moyen se trouvant dans le troisième quintile de revenu étaient le seul groupe dont l'épargne nette n'a pas progressé au cours de la dernière année, l'augmentation des dépenses liées au logement et aux services publics ayant continué de dépasser la croissance du revenu.
- Parallèlement, l'épargne nette moyenne des ménages gagnant les revenus les plus élevés a affiché la plus forte augmentation au cours de la dernière année, ayant progressé de 2 166 \$. Par ailleurs, la désépargne nette des ménages se situant dans la tranche inférieure de 40 % de la répartition des revenus a diminué, l'augmentation du revenu de ces ménages ayant été supérieure à la hausse de leurs dépenses.

Graphique 4
Épargne nette moyenne des ménages selon le quintile de revenu



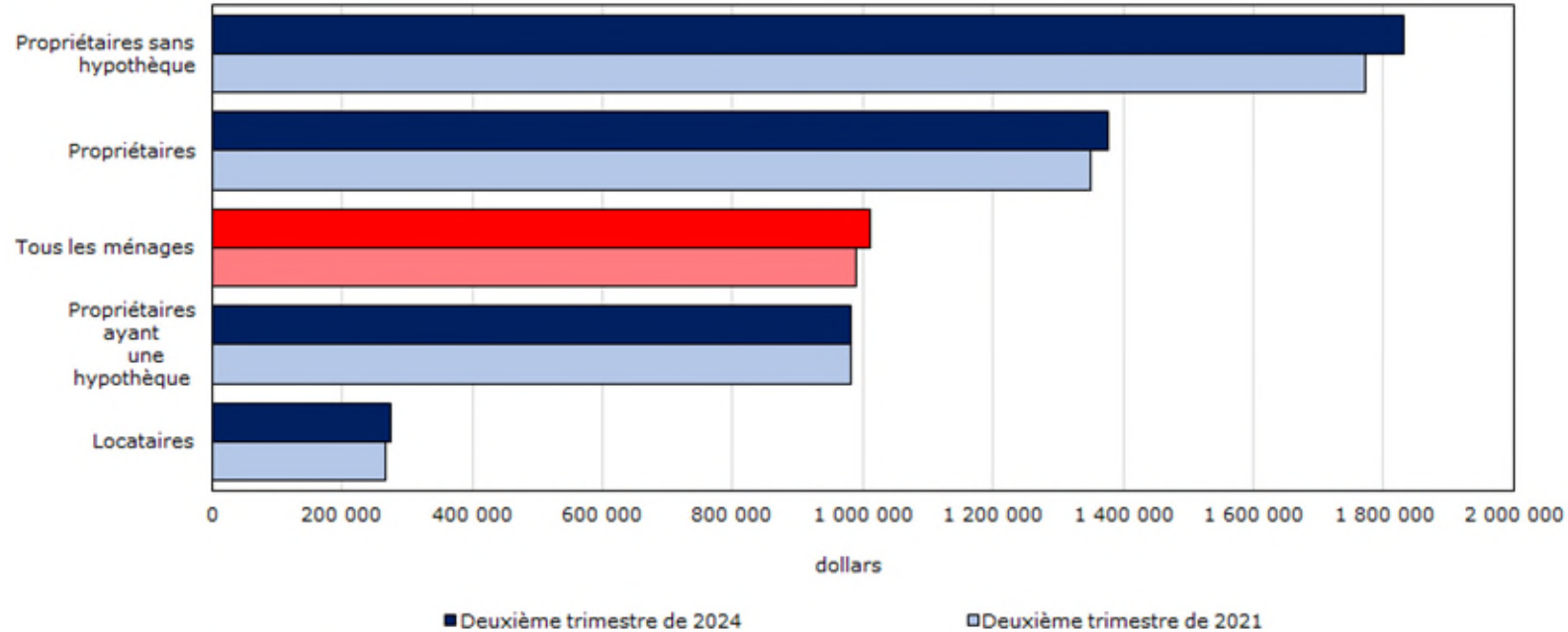
Source : Statistique Canada, comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, tableau 36-10-0662-01.

De plus en plus inaccessibles : Des périodes soutenues de croissance de l'épargne sont essentielles pour permettre à une famille de classe moyenne de franchir les grandes étapes classiques, comme l'achat d'un véhicule ou d'une première habitation. Au cours des trois dernières années, environ 1 Canadien sur 3 a dû puiser dans son épargne pour payer ses dépenses (Enquête sociale canadienne). Les achats importants, autrefois considérés comme raisonnablement accessibles pour la plupart des Canadiens, sont de plus en plus inabordables, ce qui pourrait avoir une incidence sur le bien-être des jeunes ménages lors de leur démarrage.

La valeur nette a augmenté dans tous les groupes démographiques pendant la période d'inflation, mais pas dans la même mesure

- Bien que de nombreux types de ménages aient vu leur valeur nette augmenter depuis le deuxième trimestre de 2021, la progression a été moins marquée chez les locataires, leur patrimoine n'étant passé que de 267 700 \$ à 275 000 \$ en moyenne.
- Parallèlement, les propriétaires sans hypothèque ont connu la plus grande augmentation moyenne, leur patrimoine étant passé d'environ 1,77 million de dollars à 1,83 million de dollars.
- Au cours de la dernière année, le rendement financier de la propriété a varié selon la répartition du patrimoine dans un contexte de baisse de la valeur des biens immobiliers. Malgré l'acquisition de biens immobiliers, la valeur nette moyenne de la cohorte ayant le patrimoine le plus bas a diminué de 1,4 % d'une année à l'autre au deuxième trimestre de 2024, la hausse de la dette hypothécaire ayant dépassé celle de la valeur de leur habitation.
- En revanche, la valeur nette moyenne des ménages ayant le patrimoine le plus élevé a augmenté de 2,3 %, l'appréciation des actifs financiers et la stabilité du fardeau de la dette ayant compensé la dépréciation des actifs immobiliers.

Graphique 5
La richesse moyenne des ménages a augmenté pour les propriétaires et les locataires depuis que les pressions inflationnistes ont commencé



Source : Statistique Canada, comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, tableau 36-10-0660-01.

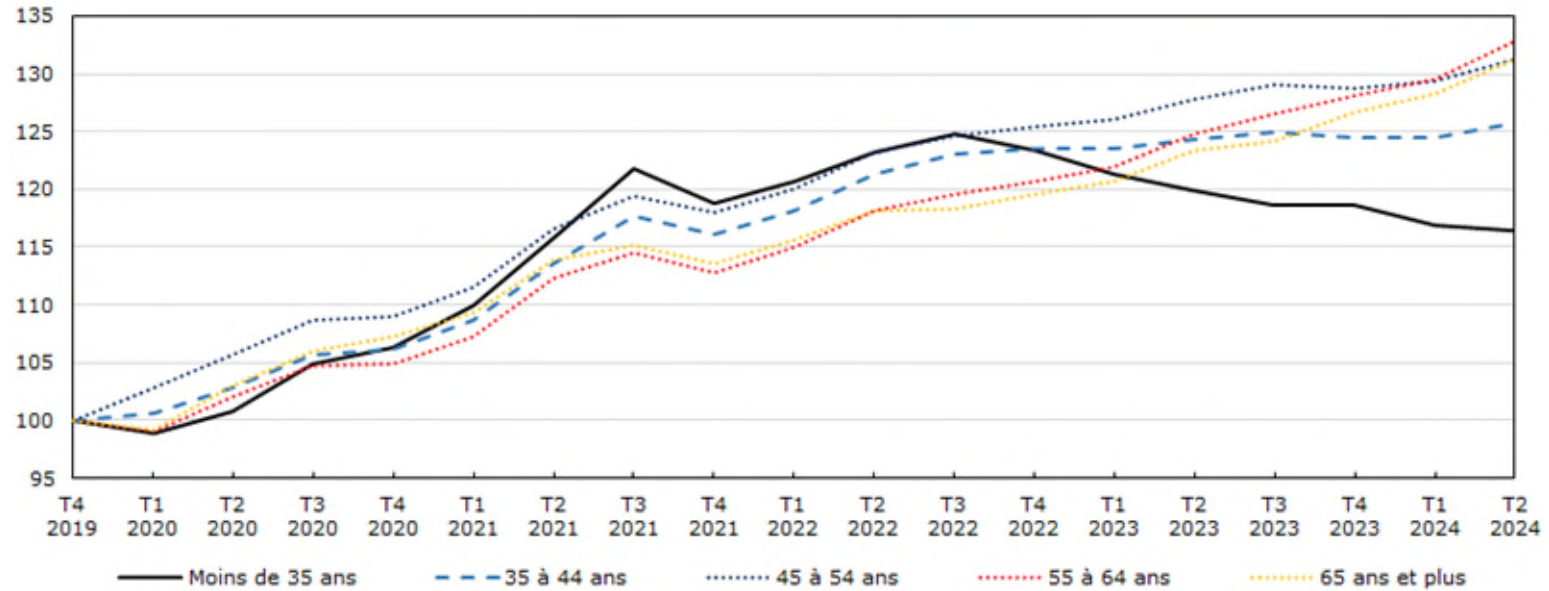
Creusement de l'écart du patrimoine : Les ménages de la tranche supérieure de 20 % représentaient plus des deux tiers (67,7 %) de la valeur nette totale au Canada à la fin du deuxième trimestre de 2024. La valeur nette moyenne de ces ménages se chiffrait à 3,4 millions de dollars. L'écart du patrimoine entre les ménages de la tranche supérieure de 20 % et ceux de la tranche inférieure de 40 % s'est creusé pour se situer à 64,9 points de pourcentage, la hausse de la valeur moyenne des actifs financiers (qui représentent plus de la moitié de tous les avoirs détenus par les ménages les plus riches) ayant plus que contrebalancé la baisse de la valeur des biens immobiliers ([Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages](#)).

Le solde de la dette hypothécaire des ménages plus jeunes continue de diminuer sous l'effet de l'augmentation des coûts du service de la dette

- Les données sur les avoirs en prêts hypothécaires des ménages provenant des comptes économiques répartis pour le secteur des ménages montrent à quel point les jeunes ménages ont réduit leur dette hypothécaire pendant la période de forte inflation.
- Les ménages âgés de 35 ans et moins constituaient la seule cohorte d'âge à avoir réduit ses avoirs en prêts hypothécaires depuis la fin de 2022, la hausse des taux d'intérêt et les pressions liées aux coûts du logement ayant rendu l'accession à la propriété moins abordable.
- La baisse du solde de la dette hypothécaire des ménages observée au cours des deux dernières années contraste de façon marquée avec les résultats enregistrés au début de la pandémie, lorsque les jeunes familles ont rapidement augmenté leurs avoirs en prêts hypothécaires tirant profit de conditions d'emprunt beaucoup plus favorables.
- Plusieurs raisons peuvent expliquer que les jeunes ménages aient réduit le solde de leur dette hypothécaire. Les acheteurs potentiels pourraient se détourner du marché du logement en raison de préoccupations liées à l'abordabilité, alors que les propriétaires actuels pourraient rembourser le solde actuel de leur dette hypothécaire ou déménager dans un logement plus abordable.

Graphique 6
Les jeunes ménages réduisent le solde de leur dette hypothécaire

indice (T4 2019 = 100)



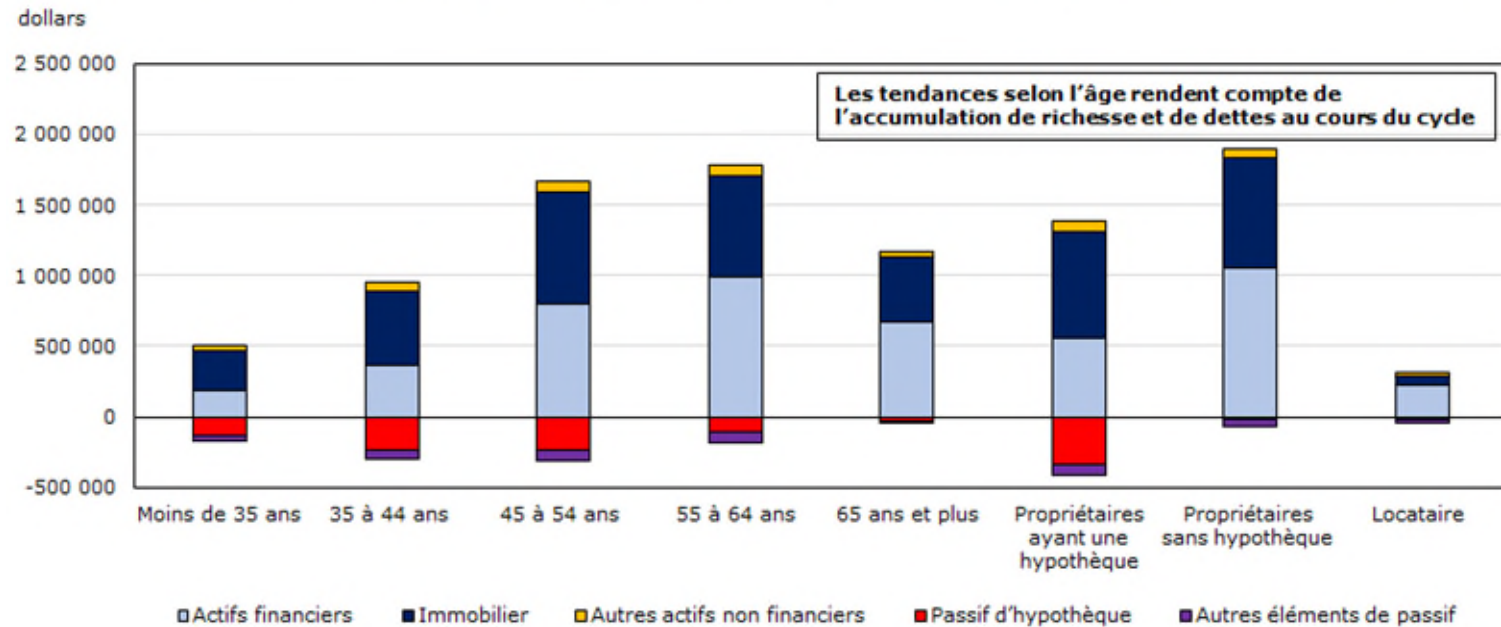
Source : Statistique Canada, comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, tableau 36-10-0660-01.

Les ménages plus âgés s'endettent : Alors que les jeunes ménages ont réduit leur dette hypothécaire, les ménages plus âgés ont augmenté leurs avoirs moyens en prêts hypothécaires dans un contexte de taux d'intérêt accrus et de pressions constantes liées au coût du logement. Le solde moyen de la dette hypothécaire des ménages âgés de 55 à 64 ans a augmenté de 6,5 % d'une année à l'autre au deuxième trimestre de 2024, tandis que celui des ménages âgés de 65 ans et plus a progressé de 6,4 %. Les ménages plus âgés peuvent accroître leur dette hypothécaire pour diverses raisons, comme pour acquérir un bien de placement ou aider des membres de leur famille plus jeunes à réduire leurs dettes.

Les acheteurs d'une première propriété accordent une importance croissante aux dons de famille pour entrer sur le marché du logement

- Les risques que les obstacles persistants à la mobilité résidentielle posent pour le bien-être sont potentiellement amplifiés à long terme si l'accès à la propriété devient fondamentalement plus inégal.
- En raison de la détérioration de l'abordabilité du logement, de nombreux acheteurs canadiens d'une première propriété ont compté sur des dons ou des héritages de leurs parents pour entrer sur le marché du logement. Les dons hypothécaires ont considérablement augmenté, notamment sur les marchés du logement en surchauffe de l'Ontario et de la Colombie-Britannique.
- Des données récentes de l'ESF montrent que 30,0 % des familles propriétaires ont reçu un héritage en 2023, comparativement à 19,5 % des familles vivant dans un logement locatif. La proportion de propriétaires de moins de 35 ans dont la propriété faisait partie d'un héritage ou d'un don est passée de 4,0 % en 2019 à 6,2 % en 2023. Par ailleurs, la part médiane de jeunes propriétaires qui ont déclaré qu'une partie de leur mise de fonds provenait d'un don ou d'un héritage a augmenté de 5,5 points de pourcentage pour s'établir à 17,9 %.
- Selon une étude de CIBC Economics, 31 % des acheteurs d'une première propriété ont reçu un don de leur famille pour les aider dans leur achat en 2024, un pourcentage en forte hausse par rapport à 2019 (20 %). Au cours de cette période, la valeur du don moyen a augmenté de 73 % pour atteindre 115 000 \$ (CIBC, seulement en anglais). Ces tendances sont plus marquées en Ontario et en Colombie-Britannique, où 36 % des acheteurs ont reçu un don, le montant moyen reçu s'établissant à 204 000 \$ en Colombie-Britannique (CIBC).

Graphique 7
Répartition du patrimoine des ménages, selon les caractéristiques, deuxième trimestre de 2024



Source : Statistique Canada, comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, tableau 36-10-0660-01.

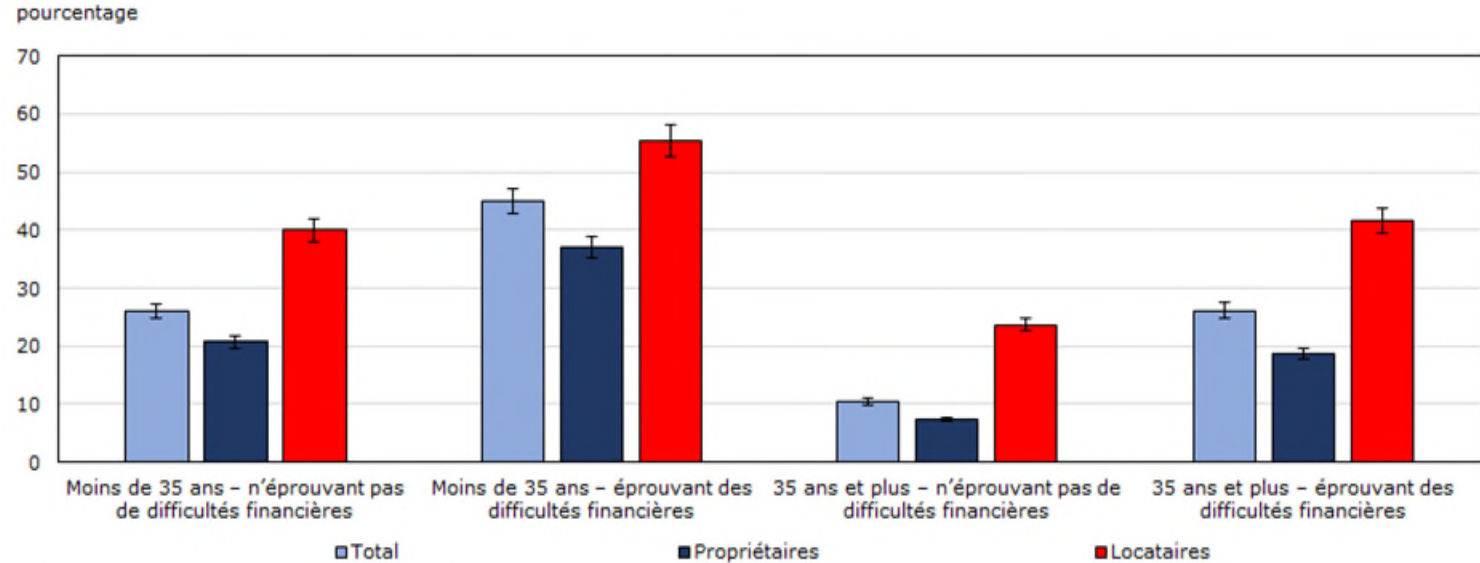
Risques pour la mobilité: Le fait de lier de plus en plus la probabilité d'accession à la propriété aux transferts intrafamiliaux peut entraîner des répercussions négatives sur la mobilité socioéconomique. Étant donné que 61 % du patrimoine net total au Canada est détenu par les personnes âgées de 55 ans et plus, une vague importante de transferts intrafamiliaux de patrimoine est sur le point de se produire à mesure que les baby-boomers vieillissent. Les disparités au chapitre des taux d'héritage au sein des populations vulnérables sont susceptibles de contribuer à l'élargissement de l'écart du patrimoine.

Coincés : les obstacles liés à l'abordabilité du logement et du logement locatif limitent les décisions de déménager

- L'augmentation des obstacles financiers liés à l'accès à la propriété a relégué de nombreux jeunes Canadiens au marché locatif à une période où de nombreux locataires actuels et potentiels sont confrontés à de fortes hausses de loyer.
- L'une des répercussions directes de la détérioration de l'abordabilité du logement et du logement locatif est qu'elle crée des obstacles importants à la mobilité résidentielle, ce qui empêche ou retarde la capacité des familles de déménager.
- Les données recueillies dans le cadre de l'Enquête sociale canadienne montrent à quel point la hausse des prix a eu des répercussions proportionnellement plus importantes chez les jeunes Canadiens relativement à leurs décisions de déménager, en particulier chez ceux éprouvant des difficultés financières.
- Parmi les Canadiens de moins de 35 ans qui ont indiqué ne pas éprouver de difficultés financières, environ le quart ont déclaré qu'ils voulaient acheter une habitation ou déménager dans un nouveau logement locatif, mais qu'ils ne pouvaient pas le faire en raison de la hausse des prix. Parmi les jeunes Canadiens qui éprouvaient des difficultés financières, 45 % ont déclaré qu'ils n'étaient pas en mesure de déménager en raison de la hausse des prix, dont 55 % des locataires.

Graphique 8

Pourcentage de Canadiens ayant indiqué que la hausse des prix a eu une incidence sur leurs projets de déménagement, selon le statut de propriétaire et les difficultés financières



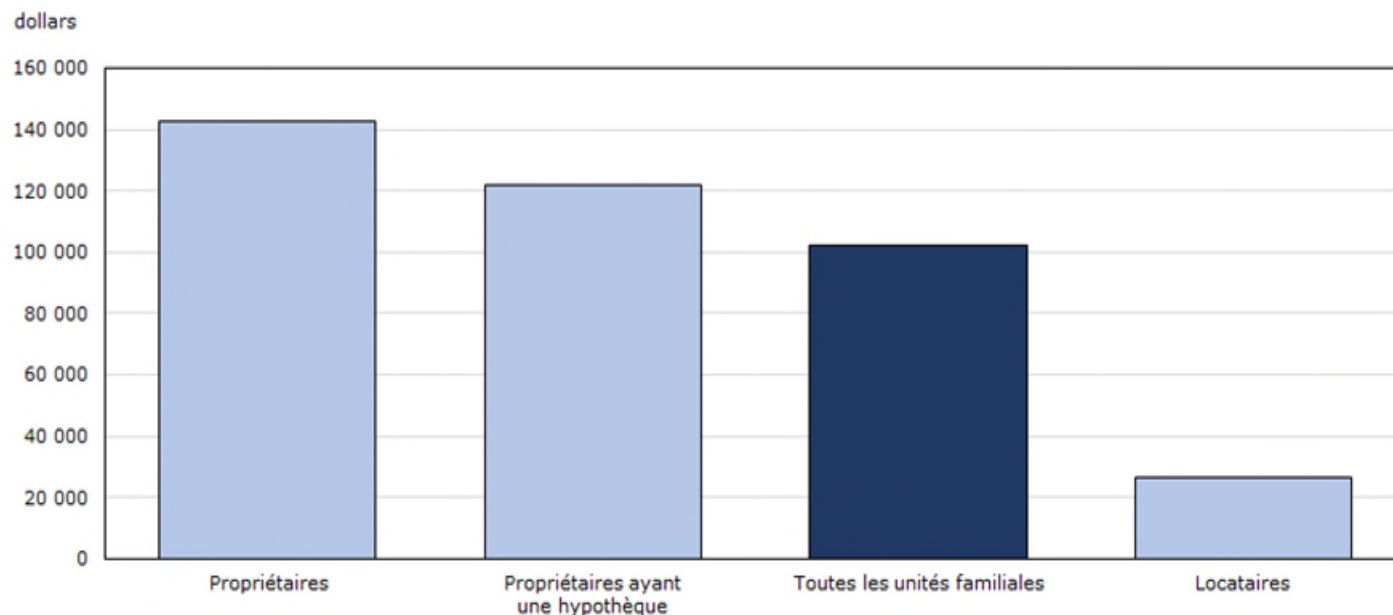
Source : Statistique Canada, Enquête sociale canadienne, les données vont du quatrième trimestre 2022 au deuxième trimestre 2024, totalisations spéciales.

Croissance interrompue : Un facteur entravant possiblement le rétablissement de la satisfaction à l'égard de la vie chez les jeunes ménages est la persistance des coûts élevés du logement et de location qui continuent d'exercer une influence négative sur la mobilité résidentielle et de retarder des transitions de vie importantes (p. ex. impossibilité de déménager dans d'autres régions du pays). Les personnes vivant dans des logements locatifs font état, au moyen de plusieurs indicateurs de bien-être, d'une moins bonne qualité de vie que les personnes vivant dans une habitation appartenant à un membre du ménage.

Le logement continue de tenir une place essentielle dans la création de patrimoine pour les jeunes familles

- Depuis longtemps, le logement tient une place essentielle dans la création de patrimoine et la sécurité financière pour les familles canadiennes, et son importance est encore plus prononcée chez les ménages plus jeunes. Des données récentes de l'ESF montrent la mesure dans laquelle l'immobilier a soutenu la hausse du patrimoine chez les jeunes familles.
- De 2019 à 2023, les familles dont le soutien économique principal était âgé de moins de 35 ans ont connu la plus forte augmentation en pourcentage de leur valeur nette médiane réelle, celle-ci s'étant accrue de 179 % pour atteindre 159 100 \$. Près de la moitié de cette augmentation globale est attribuable à la croissance de la valeur nette de l'avoir immobilier. La part des jeunes ménages qui étaient propriétaires de leur résidence principale est passée de 36 % en 2019 à 44 % en 2023.
- Parmi les jeunes familles, celles qui étaient propriétaires ont enregistré la hausse la plus importante de leur valeur nette médiane, celle-ci étant passée de 142 800 \$ en 2019 à 457 100 \$ en 2023. Parallèlement, la valeur nette médiane des jeunes familles qui étaient locataires de leur résidence principale a augmenté de 26 700 \$ pour s'établir à 44 000 \$.
- Depuis longtemps, de nombreux Canadiens anticipent que les familles accumulent leurs actifs et réduisent leurs dettes au cours de leurs années de travail et dépensent leurs actifs pendant leur retraite. Les familles canadiennes à faible patrimoine seront plus susceptibles de devoir travailler plus longtemps, pourraient avoir besoin d'un soutien accru de la part du gouvernement et courent un plus grand risque de vivre dans la pauvreté.

Graphique 9
Augmentation totale de la valeur nette médiane des unités familiales de moins de 35 ans, 2019 à 2023



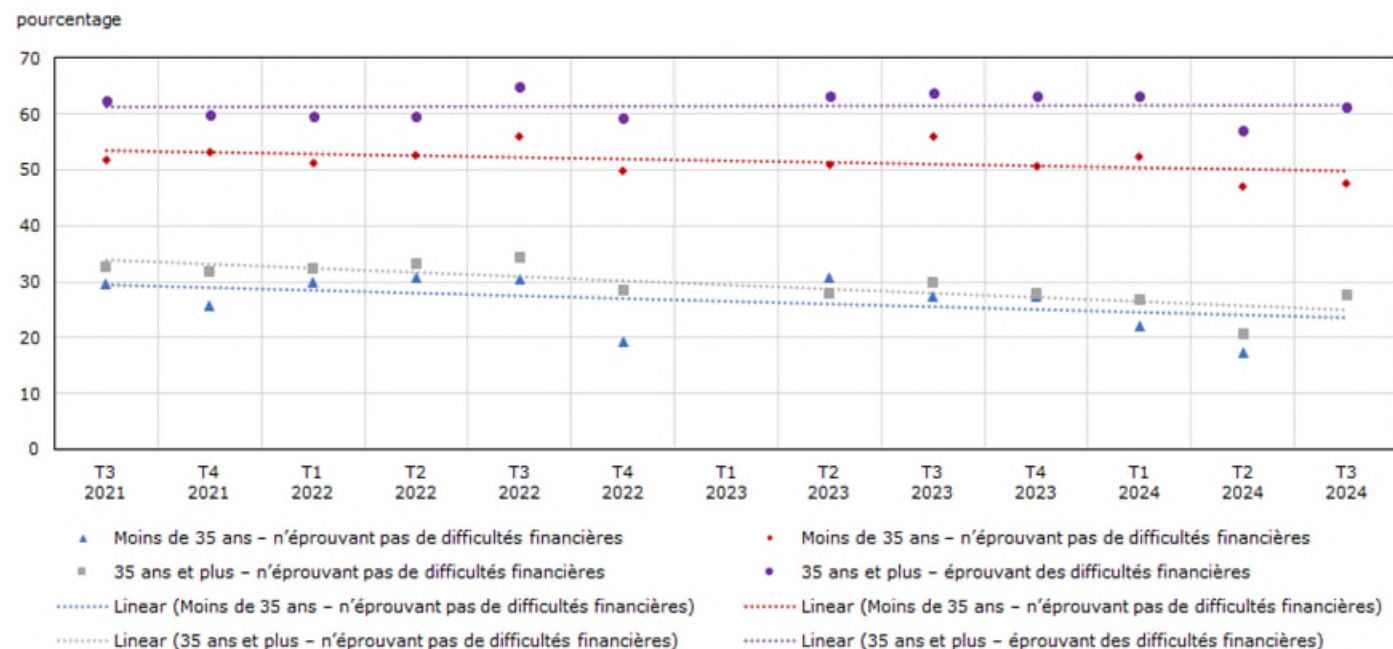
Source : Statistique Canada, Enquête sur la sécurité financière.

Création de patrimoine en dehors de la propriété: Alors que l'entrée sur le marché du logement s'avère de plus en plus difficile, en particulier pour les personnes ne bénéficiant pas d'un soutien familial, certaines jeunes familles ont essayé de se constituer un patrimoine autrement. Parmi les jeunes familles qui étaient locataires de leur résidence principale et qui n'avaient pas de régime de pension d'employeur, 15 % affichaient une valeur nette supérieure à 150 000 \$ en 2023, comparativement à 5 % en 2019. Généralement, les membres de ce groupe détenaient des actifs dans un bien immobilier qui n'était pas leur résidence principale, des régimes enregistrés d'épargne-retraite ou des comptes d'épargne libre d'impôt.

Le stress financier influe sur la satisfaction à l'égard de la vie des Canadiens qui ressentent des pressions liées à l'abordabilité

- La proportion de Canadiens faisant état de niveaux élevés de satisfaction à l'égard de la vie a tendance à diminuer depuis que les pressions inflationnistes ont commencé à s'intensifier. Au début de 2024, 48,6 % des Canadiens âgés de 15 ans et plus ont déclaré un niveau très élevé de satisfaction à l'égard de la vie, un pourcentage en baisse de plus de 5 points de pourcentage par rapport à celui observé trois ans plus tôt.
- La détérioration graduelle de la satisfaction à l'égard de la vie a été ressentie de façon inégale : des baisses plus importantes ont été enregistrées chez les jeunes adultes, les Canadiens racisés et les personnes vivant dans les grands centres urbains. Chez les Canadiens âgés de 25 à 34 ans, la proportion a diminué de 10 points de pourcentage au cours de cette période pour passer de 47,2 % à 36,9 %, tandis que chez les Canadiens racisés, elle a baissé de plus de 12 points de pourcentage pour s'établir à 40,6 %.
- Comme le souligne [Foran](#) (2024), la satisfaction à l'égard de la vie peut être considérée comme un sondage éclair sur le bien-être général des Canadiens et elle est fortement associée à leurs besoins financiers autodéclarés. Malgré la forte hausse des revenus au cours de cette période, la proportion de Canadiens éprouvant des difficultés financières est passée de 18,6 % en 2021 à 32,8 % en 2024. Parmi les Canadiens éprouvant des difficultés financières, les taux de satisfaction élevée à l'égard de la vie ont diminué de 2,1 points de pourcentage par année.
- Le bien-être financier est également étroitement lié à la perception de l'avenir. Parmi les personnes éprouvant des difficultés financières, moins de la moitié (45 %) ont indiqué avoir une perception positive de l'avenir, comparativement à plus des deux tiers (67 %) chez les personnes n'éprouvant pas de difficultés financières.

Graphique 10
Pourcentage de Canadiens faisant état d'un degré élevé de satisfaction à l'égard de la vie, selon le groupe d'âge et les difficultés financières, 2021 à 2024



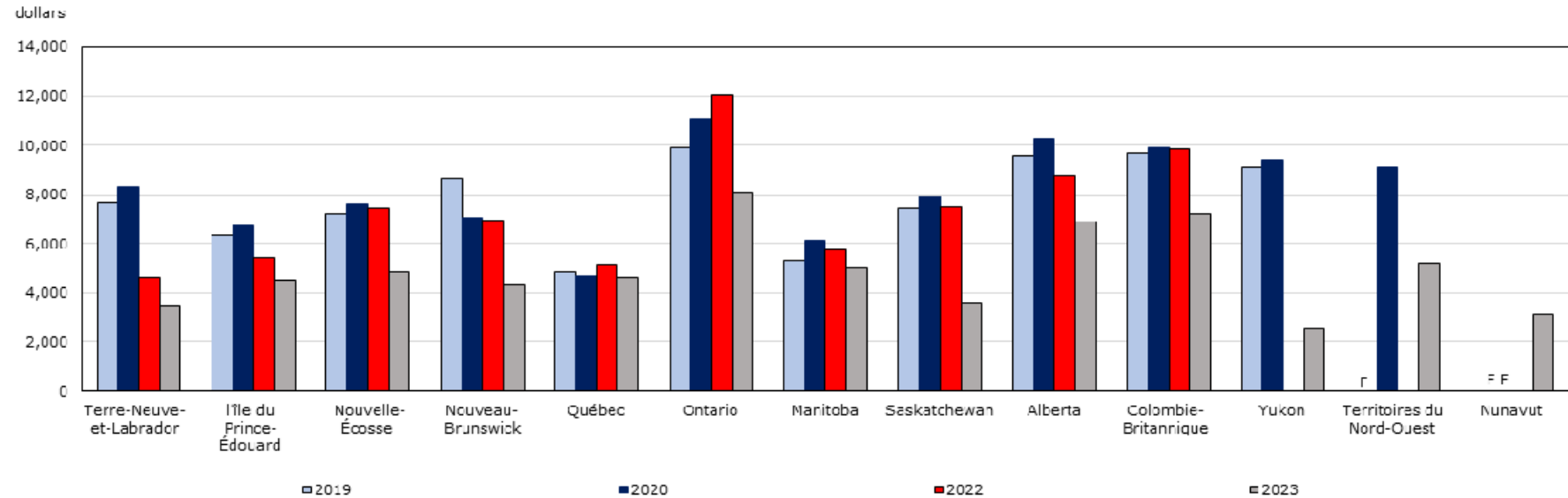
Source : Statistique Canada, Enquête sociale canadienne, vagues 2 à 14.

Descente dans l'échelle sociale : Un rapport récent de [l'Environics Institute](#) (seulement en anglais) (2024) met en évidence la baisse de l'optimisme parmi les cohortes d'âge plus jeune à l'égard de leur situation future par rapport à celle de leurs parents. La cohorte de répondants les plus jeunes, soit ceux âgés de 18 à 29 ans, a affiché la plus forte baisse de l'optimisme, la part de ceux estimant qu'ils se tireraient moins bien d'affaire que leurs parents ayant augmenté de 32 points de pourcentage depuis 2012 pour s'établir à 54 % en 2024.

Les frais de garde d'enfants ont diminué dans l'ensemble du pays

- En 2023, un peu plus de la moitié (56 %) des enfants âgés de 0 à 5 ans fréquentaient un service de garde agréé ou non agréé au Canada. Bien que cette proportion soit supérieure à celle enregistrée en 2021 et en 2022, elle demeure inférieure au niveau prépandémie (60 %).
- La proportion de parents qui ont eu recours à un service de garde et qui ont déclaré avoir eu de la difficulté à en trouver un a augmenté pour passer de 36 % en 2019 à 49 % en 2023.
- La difficulté de trouver un service de garde est demeurée la principale difficulté pour les parents, et la proportion de ceux ayant déclaré rencontrer cette difficulté a augmenté pour passer de 53 % en 2019 à 62 % en 2023.
- Trouver un service de garde abordable est également resté une préoccupation commune pour les parents, mais la proportion de ceux ayant déclaré avoir cette préoccupation a diminué pour passer de 48 % en 2019 à 41 % en 2023. Depuis 2019, les frais de garde d'enfants ont diminué dans l'ensemble des provinces et des territoires.
- Le montant dépensé mensuellement pour les enfants fréquentant un service de garde en centre à temps plein a diminué pour passer d'une moyenne de 663 \$ en 2022 à une moyenne de 508 \$ en 2023 ([Modes de garde d'enfants, 2023](#)).

Graphique 11
Coût moyen annuel pour la garde à temps plein d'un enfant âgé de 0 à 5 ans dans une garderie, un programme préscolaire ou un centre de la petite enfance



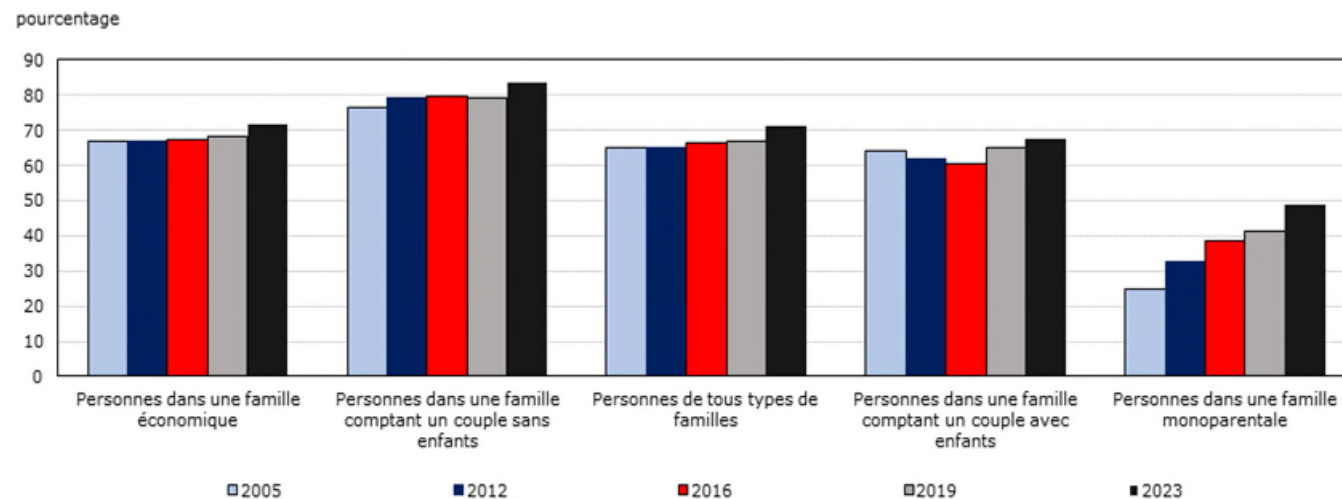
F trop peu fiable pour être publié

Source : Statistique Canada, Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, tableau 42-10-0053-01.

Malgré les difficultés financières, les indicateurs de résilience économique s'améliorent pour la plupart des ménages

- Même si les pressions liées à l'abordabilité ont augmenté, les Canadiens étaient plus nombreux que jamais à être considérés comme résilients sur le plan des actifs en 2023. Pour être jugée résiliente sur le plan des actifs cette année-là, une personne vivant seule devait posséder environ 6 900 \$ d'actifs liquides. Un ménage de quatre personnes avait besoin de 13 500 \$, soit 3 500 \$ par personne, pour atteindre le seuil minimal de la mesure de faible revenu après impôt pendant trois mois.
- La résilience des actifs est une mesure du filet de sécurité financière mis en place par les familles pour pallier les difficultés économiques soudaines. À l'échelle nationale, 7 Canadiens sur 10 ont été résilients sur le plan des actifs pendant au moins trois mois en 2023, ce qui représente une légère hausse par rapport à la proportion de deux tiers (67,1 %) observée en 2019.
- La proportion de locataires détenant suffisamment d'actifs liquides pour absorber une perte de revenu pendant trois mois a augmenté pour passer de 4 locataires sur 10 en 2019 à 5 locataires sur 10 en 2023. Les personnes vivant dans un logement dont elles étaient propriétaires étaient beaucoup plus susceptibles d'être résilients sur le plan des actifs, 4 ménages sur 5 ayant suffisamment d'actifs pour couvrir leurs dépenses.
- La dynamique familiale joue un rôle clé dans la résilience des actifs. Les familles comptant un couple seulement étaient les plus susceptibles d'être résilients sur le plan des actifs en 2023, avec plus de 83 % de ces ménages déclarant avoir suffisamment d'actifs pour combler leur manque de revenus pendant trois mois.
- Une tendance prometteuse observée parmi l'un des groupes de familles les plus vulnérables : la résilience des actifs des personnes vivant dans un ménage monoparental est en progression constante depuis le creux de 25 % enregistré en 2005. Les ménages monoparentaux montraient le plus fort pourcentage d'augmentation de la résilience des actifs parmi tous les types de familles depuis 2019, augmentant de 7,4 points de pourcentage pour atteindre près de 50 %.

Graphique 12
Pourcentage de personnes qui seraient financièrement résilients pendant au moins trois mois, selon le type de famille



Source : Statistique Canada, tableau 11-10-0082-01.

S'accrocher sans progresser : La hausse de la résilience des actifs depuis la période ayant précédé la pandémie représente une tendance encourageante. Cependant, comme en témoigne la baisse des indicateurs du bien-être, cette hausse reflète un sentiment de « survie » (et non un sentiment de « prospérité ») qu'éprouvent de nombreux ménages vulnérables, comme les locataires et les familles monoparentales.

Points à retenir

- Les ménages se trouvant dans la tranche supérieure de la répartition des revenus ont affiché de meilleurs résultats que ceux des autres groupes de ménages étant donné qu'ils étaient mieux placés pour tirer profit du contexte de la hausse des taux d'intérêt. Les fortes hausses des salaires ont alimenté le revenu disponible des ménages à faible revenu. Par ailleurs, l'épargne nette des ménages à revenu moyen a diminué, la hausse des dépenses ayant dépassé celle du revenu disponible.
- Les risques que posent les obstacles persistants à la mobilité pour le bien-être pourraient être amplifiés à long terme si l'accès à la propriété devient fondamentalement plus inégal. La proportion de Canadiens qui ont reçu une partie ou la totalité de leur résidence principale sous forme d'héritage s'est accrue de façon marquée depuis le début de la pandémie. Le transfert imminent du patrimoine de la génération du baby-boom aux générations plus jeunes risque d'accentuer davantage les écarts de patrimoine.
- Même si l'achat d'un logement est devenu plus difficile, en particulier pour ceux dépourvus de soutien familial, l'accession à la propriété demeure une facette clé de la création de patrimoine pour les jeunes familles. De 2019 à 2023, près de la moitié de l'augmentation globale de la valeur nette médiane des ménages de moins de 35 ans était attribuable à la croissance de la valeur nette de l'avoir immobilier.
- La détérioration graduelle de la satisfaction à l'égard de la vie pendant la période d'inflation a été ressentie de façon inégale, des baisses plus importantes ayant été observées chez les ménages éprouvant des difficultés financières de même que chez les jeunes Canadiens.
- Tandis que l'accès à un service de garde demeure l'une des principales priorités pour de nombreuses familles, la proportion de familles déclarant avoir de la difficulté à trouver un service de garde abordable a baissé en 2023, les frais de garde d'enfants ayant diminué dans l'ensemble du pays.
- Malgré un optimisme en baisse et l'augmentation des pressions exercées sur les coûts, le nombre de ménages canadiens en situation de résilience des actifs est plus élevé que jamais. Les améliorations importantes de la résilience des actifs parmi les populations les plus vulnérables, telles que les ménages monoparentaux et les locataires, sont un signe encourageant permettant d'affirmer que les ménages ont été en mesure de constituer le filet de sécurité financière dont ils ont besoin pendant la période d'inflation.

Pour obtenir plus de renseignements, veuillez contacter

analyticalstudies-etudesanalytiques@statcan.gc.ca